

Mise en ligne : 18 juillet 2015.
Dernière modification : 25 juin 2023.
www.entreprises-coloniales.fr

PROBLÈMES D'INDOCHINE
Au surpeuplement un remède : l'industrialisation
par Paul BERNARD ¹
auteur de
Le Problème économique indochinois (1934),
Nouveaux aspects du problème économique indochinois (1937)
www.entreprises-coloniales.fr/inde-indochine/Bernard-Nvx_aspects_pb_eco_IC.pdf
(*Les Annales coloniales*, 6 décembre 1937)

[1] Certains représentants de l'industrie métropolitaine se sont émus des progrès récents de l'industrie coloniale et ils sont intervenus notamment auprès des pouvoirs publics pour que soient suspendues les exportations indochinoises à destination de Madagascar d'articles fabriqués que la métropole est susceptible de fournir à cette possession.

Le problème de l'industrialisation des colonies, et plus spécialement de l'Indochine, qui avait fait déjà l'objet de discussions orageuses à la Conférence impériale, se trouve ainsi à nouveau posé devant l'opinion.

Cette offensive récente des industriels métropolitains a peut-être trouvé son aliment dans certaines déclarations officielles qui n'ont pas été sans surprendre les milieux coloniaux intéressés.

M. Justin Godard, chargé de mission en Indochine par le gouvernement français, a déclaré à son retour, dans une interview accordée au journal *La République* en juin 1937 : « Une politique qui tendrait à industrialiser le pays serait une erreur et un crime. »

Le ministre des Colonies, M. Marius Moutet, et le gouverneur général de l'Indochine, sans se montrer aussi formels, ont cependant fait savoir que l'industrialisation de l'Indochine leur paraissait suffisamment avancée et ils ont encouragé le développement de l'artisanat. Parallèlement, ils recommandaient une politique de paysannat pour la production agricole.

Si l'on constate une semblable défiance des sphères officielles à l'égard de la colonisation dite capitaliste, si l'on oppose le paysannat aux grandes plantations, l'artisanat à l'industrie, c'est, semble-t-il, parce que les autorités n'envisagent pas pour notre colonie d'autre évolution, sur le plan social, que celle à laquelle nous avons assisté en Europe depuis cinquante ans. L'industrialisation, d'après elles, entraîne l'avènement d'un prolétariat que les conditions précaires d'existence contraignent à la lutte de classes et à la poursuite d'un idéal purement matériel. Cette conclusion pessimiste paraît au moins prématurée. L'essor industriel peut se concevoir en Extrême-Orient sous une autre forme que l'entassement dans les « slumps » et l'esclavage de la machine : « D'après le recensement de 1930, sur 5.291.000 personnes travaillant au Japon dans des exploitations industrielles, 3.175.000, c'est-à-dire 60 p. 100, étaient employés dans des exploitations qui n'avaient pas plus de 5 ouvriers². L'industrialisation n'entraîne donc pas un divorce inévitable entre l'individu et son milieu traditionnel.

[3] Mais, même si le problème social doit soulever demain des difficultés graves, ce serait une attitude bien peu courageuse que de les éluder par avance en supprimant

¹ Paul Bernard (1892-1960) : polytechnicien, administrateur délégué de la SFFC (1935), président des Transports aériens intercontinentaux (1946-1960). Voir encadré :

www.entreprises-coloniales.fr/empire/TAI-1946-1963.pdf

² Nouveaux Cahiers, numéro du 15 juin 1937.

purement et simplement la cause qui les provoque et ce, quelle que puisse être la conséquence ultérieure d'une décision aussi arbitraire pour l'avenir de la colonie.

*
* *

Or, l'industrialisation progressive de l'Indochine apparaît comme une nécessité pour des raisons essentielles.

Le développement de l'agriculture ne permet pas, en effet, de résoudre à lui seul le problème du surpeuplement dans le delta du fleuve Rouge, où la densité humaine atteint en moyenne près de 500 habitants au kilomètre carré ; il n'existe plus de terres à rizières à défricher, et, d'autre part, la culture intensive n'absorbe qu'une faible part des bras disponibles.

Les importants travaux d'hydraulique agricole effectués récemment à l'instigation des pouvoirs publics ont permis d'assurer à la population — qui s'accroît dans l'ensemble du Tonkin et de l'Annam d'environ 180.000 individus par an — une ration de riz individuelle sensiblement constante. Mais ces travaux n'ont pas permis d'atténuer le chômage où, pour employer une expression plus juste, le paupérisme, car la majorité de la population, loin d'être inactive, se trouve employée à des besognes purement animales.

L'étude démographique des pays industrialisés : Europe au cours du XIX^e siècle, États-Unis depuis cinquante ans, Japon durant la dernière décennie, montre que, dans ces pays, l'essor de l'industrie et des activités qui s'y rattachent, a permis d'absorber des excédents considérables de population, tandis que les effectifs occupés à l'agriculture demeuraient à peu près invariables.

L'Indochine peut donc prétendre, par la même évolution de son économie, atténuer le fléau du surpeuplement. Elle semble d'ailleurs prédestinée à une semblable vocation : d'une part, en effet, ses ressources de main-d'œuvre, dont l'habileté professionnelle n'est pas discutée, se trouvent rassemblées à proximité de gisements de houille d'une richesse inépuisable. D'autre part, elle est assurée de trouver un marché de consommation presque illimité dans une population de 23 millions d'Annamites aux besoins élémentaires insatisfaits.

Une deuxième raison qui milite en faveur de l'industrialisation est la difficulté croissante qu'éprouve l'Indochine à écouler au dehors sa production agricole en pleine extension. Pour le riz, qui représente l'élément prépondérant de ses exportations, le marché du Japon et des Philippines se sont déjà complètement fermés ; celui des Indes Néerlandaises n'est plus qu'à peine entrouvert ; la Chine manifeste des tendances de plus en plus autarchiques ; quant à la France, elle n'absorbe qu'à contrecœur les expéditions croissantes d'Indochine, et on ne peut espérer trouver de ce côté, dans l'avenir, des débouchés illimités.

En raison des tendances autarchiques de la plupart des pays avec lesquels elle pourrait naturellement commercer, l'Indochine est donc contrainte d'adapter son économie pour absorber elle-même la plus grande part de ses surplus de production. Elle doit créer des industries qui fourniront à la consommation locale les produits fabriqués qu'elle achète aujourd'hui au dehors, en échange de ses livraisons de matières premières.

Cette orientation de l'activité risque évidemment de provoquer la rupture de certains courants commerciaux établis auxquels viendront d'ailleurs se substituer des échanges de nouveaux articles en volume toujours croissant. Aussi longtemps que la métropole conservera la même part relative dans les importations de la colonie — ce qu'elle est assurée de faire en raison du régime de préférence impériale —, le développement de la production, c'est-à-dire la création de nouvelles richesses et, par suite, l'apparition de

nouvelles couches d'acheteurs recrutés parmi d'anciens chômeurs, ne peut que profiter à la masse des intérêts français.

Il serait sans doute souhaitable que les industries nouvelles fussent complémentaires et non concurrentes de la métropole. Mais, en examinant les choses de près, il est facile de se rendre compte qu'un pareil vœu n'a à peu près aucune portée pratique, si l'on n'entend pas réduire l'activité industrielle des pays neufs à un développement rudimentaire.

Aucune exclusive ne doit donc être prononcée contre telle ou telle forme d'industrie et les échanges doivent rester libres à l'intérieur du marché franco-colonial.

Mais si ce principe de la porte ouverte doit bien constituer la charte des relations économiques impériales, il ne s'ensuit pas qu'il doive être appliqué de façon anarchique. Chaque producteur doit se plier dans sa sphère à une organisation de la production au sein de l'empire, organisation corporative qui, tout en préparant pour l'avenir la liberté totale des échanges, doit avoir pour résultat d'éviter une rupture brutale des courants commerciaux existants.

Ajoutons pour terminer que, du point de vue politique, il apparaît difficilement défendable en droit et certainement maladroit en fait, de prononcer l'interdit contre l'industrie en Indochine.

Par l'instruction secondaire que nous avons accordée avec la plus grande libéralité, nous avons préparé l'avènement d'une jeunesse intellectuelle avide de savoir, mais plus impatiente encore de jouer un rôle dans la colonie même.

Cette politique d'éducation, qui est à l'honneur de la France, s'accorde difficilement avec notre politique économique à base de paysannat agricole et d'artisanat où les valeurs nouvellement créées ne sauraient trouver un emploi. En rejetant les élites du processus de la production, en les contraignant au métier d'avocat sans cause ou de fonctionnaire sans avenir, nous préparons une génération d'aigris et de ratés, levain des troubles politiques du lendemain.

L'industrialisation peut précisément offrir à cette classe nouvelle les possibilités d'accès aux destinées qu'elle ambitionne. Si les industriels métropolitains prennent eux-mêmes l'initiative de cette évolution en prolongeant leur activité en Indochine, il en résultera un tel courant d'échanges intellectuels, moraux, techniques et financiers entre les cadres français et annamites que le problème capital de l'intégration des élites annamites dans l'orbite des intérêts français se trouvera résolu.

La prospérité de la France et celle de l'Indochine seront une seule et même chose et les richesses de l'une et de l'autre feront vraiment partie du même patrimoine.

Lettre parisienne
(*La Tribune indochinoise*, 21 mars 1938, p. 1 et 4)

(Par avion)
Paris, le 4 mars 1938.

LA CRÉATION D'UNE ARMÉE INDOCHINOISE
LA SITUATION ECONOMIQUE ET LES DEPENSES MILITAIRES DE LA FRANCE.
L'INDUSTRIALISATION DE L'INDOCHINE

Nous sommes en pleine crise européenne, la course de surarmement se poursuit avec une intensité que justifie le souvenir des horreurs de la dernière Grande Guerre. S'il est exact que, pour faire la guerre, il faut des troupes, il n'est pas moins certain que le matériel reste l'élément prépondérant de la victoire. Le conflit sino-japonais en serait

une preuve éclatante, s'il en fallait une. Donc, de toutes parts, nous ne voyons que constructions navales, que fabrication d'avions et de canons, que création de divisions motorisées, bref le perfectionnement des engins de destruction.

Pendant ce temps, que fait l'Indochine ? Rien ou si peu de chose qu'il vaut mieux ne pas en parler.

Il y a quelque dix ans, on a pensé qu'il fallait doter notre pays de moyens défensifs, mais cette velléité s'est arrêtée à la confection d'un plan qui dort encore dans quelque dossier mystérieux.

Le conflit sino-japonais nous rappelle à la réalité et on recommence à vouloir faire quelque chose.

Attendons ! On parle beaucoup de la création d'une armée indigène, quelques notabilités indochinoises françaises et annamites à Paris mènent une campagne vigoureuse : articles, conférences dans différents milieux. Que va-t-il en résulter ? On fait état d'une déclaration du général Bührer qui estime qu'il faut doter l'Indochine d'une industrie, bien entendu que cela veut dire une industrie de guerre ou quelque chose d'approchant.

*
* *

Cette question se rattache à une autre d'ordre plus général, celle de l'industrialisation de l'Indochine.

Grave problème !

D'abord, ce mot « industrialisation » laisserait supposer que la question est entière, alors qu'elle est entamée depuis de longues années. En effet, notre pays n'est pas dépourvu d'usines, de fabriques, de chantiers de constructions, etc. Va-t-on arrêter tout ce mouvement industriel de notre pays ? Le laissera-t-on se poursuivre librement comme jusqu'à présent ? Le soumettra-t-on à une réglementation sévère pour freiner la création d'usines nouvelles ? Il va sans dire que des industriels métropolitains voudraient que l'Indochine restât à son stade agricole, tandis que les Indochinois réclament le régime libéral, la liberté de travailler à leurs risques et périls.

D'autres proposent une économie dirigée. Mais dirigée par qui ? Le Gouvernement ? Or le Gouvernement est lui-même soumis à la pression des intérêts particuliers à tel point que, souvent, la notion de l'intérêt général se confond avec celle de quelques groupements économique suffisamment puissants politiquement parlant, pour faire adopter leur point de vue égoïste. Nous avons eu des exemples trop cuisants de cette déviation pour accepter le principe du dirigisme industriel en ce qui concerne l'évolution industrielle de notre pays.

Je m'excuse de cette digression sur la grave question de l'industrialisation de l'Indochine, mais il n'était pas tout à fait inutile de mettre nos lecteurs indochinois au courant des idées qui s'y rapportent, car notre avenir économique en dépend et peut être bien aussi notre avenir tout court. Je ne sais si nos compatriotes en saisissent la portée, mais la question vaut qu'ils y réfléchissent sérieusement.

Le malheur est que si cela a pour nous, Indochinois, une importance capitale, la France a d'autres problèmes infiniment plus préoccupants à l'intérieur comme à l'extérieur.

À l'intérieur, la situation économique laisse toujours à désirer, parce que la production continue de baisser, alors que le chômage s'accroît, que le désordre social persiste, que les idéologies vont leur train. Le Parlement va bientôt finir de voter le Statut moderne du travail, mais après, il faudra l'appliquer et ici, il nous faudra rappeler la parole célèbre « faire des lois, c'est facile, les appliquer est moins commode ». Nous l'avons bien vu pour les dernières lois sociales, celle des quarante heures, les contrats collectifs, etc.

Tant que la production française ne sera pas revenue à un niveau raisonnable, les difficultés financières persisteront et la question monétaire restera aiguë. Nous allons en avoir les échos à la Chambre des Députés où l'on parle même d'une crise politique. Et pourtant, il faudra consentir de gros sacrifices pour sauvegarder avec l'indépendance nationale, la paix du monde en maintenant les forces militaires françaises.

Pour cela, il faut encore plusieurs dizaines de milliards pour construire encore des croiseurs et des cuirassés. des avions et des canons, et mille autres engins aussi meurtriers que coûteux.

Voici la caisse autonome de M. Marchandeaude votée : Désormais le public français est assuré que l'argent emprunté pour la Défense nationale sera consacré exclusivement à cet usage.

Cela veut dire qu'on va encore recourir à l'emprunt pour la Marine, l'Aviation militaire et l'Armée de terre.

Comment, en effet, ne pas prendre de telles précautions lorsque l'Allemagne déclare à la face du monde que son aviation n'est pas destinée à faire des parades militaires, que le III^e Reich ne se désintéresse pas du sort de la dizaine de millions d'Allemands vivant en dehors de ses frontières, ce qui veut dire que le rêve de l'hégémonie allemande est plus vivace que jamais. Le spectre de l'Anschluss est plus menaçant que par le passé. Quand à l'Italie, elle pose ses conditions d'une entente, conditions, si elles sont vraies, paraissent inacceptables pour la fière Albion et la démocratie française.

Alors ? Alors c'est l'inconnu.

C'est le choc fatal ? Si personne ne le souhaite, si tout le monde le redoute même, si dans les pays démocratiques on est essentiellement pacifiste, il faut se rappeler que pour faire la paix, il faut être deux, tandis qu'un seul suffit à déclencher la guerre.

Voyez le Japon.

La « Tribune Indochinoise » a publié, par ailleurs, les chiffres des prévisions anglaises pour son budget de guerre 1938. Ceci donnera à nos compatriotes une idée des efforts européens dans cet ordre d'idées. Et que fait l'Indo-chine ? Peu de chose, encore une fois. C'est peut être un peu tard pour bien faire.

[Débat au Comité du commerce, de l'industrie et de l'agriculture de l'Indochine]

www.entreprises-coloniales.fr/inde-indochine/Comite_comm.+indus._I.C.pdf

Dans le domaine restreint où les Indochinois évoluent en France, ils ne peuvent que s'occuper des intérêts économiques de notre pays, contre certaines prétentions de l'industrie métropolitaine. C'est ainsi qu'hier matin, le Comité du Commerce et de l'Industrie a fait une grande réunion sous la présidence de M. Le Gallen, le distingué président dudit Comité.

Les questions à examiner étaient :

1° L'Industrialisation de l'Indochine est-elle souhaitable ?

2° Est-elle réalisable ?

3° Libéralisme absolu ou dirigisme ?

Ont pris la parole MM. Varenne qui revient une fois de plus, et avec la même conviction, sur la nécessité de l'industrialisation de l'Indochine, d'abord pour des raisons d'ordre de la défense militaire du pays et ensuite en prévision de la place à prendre en vue des marchés asiatiques, notamment chinois après le conflit actuel.

M. Outrey appuie dans le même sens avec quelques arguments nouveaux, en rappelant les déclarations du général Bührer sur la nécessité de doter l'Indochine d'une industrie dans le sens de la défense militaire.

M. Blanchard de la Brosse estime qu'on attache à cette question une signification trop vaste parfois, et pas assez étendue d'autre fois. L'ancien Gouverneur de la

Cochinchine fait valoir avec chaleur que l'industrie n'est pas à créer en Indochine, qu'elle existe et que si certaines initiatives ont échoué, d'autres ont réussi et que, d'autre part, on ne saurait empêcher l'évolution de la grande colonie asiatique, au risque de se trouver dans une situation compliquée vis-à-vis des indigènes.

M. Paul Bernard apporte des arguments techniques de grande valeur qu'il a d'ailleurs magnifiquement développés dans son dernier ouvrage « Aspects nouveaux des problèmes indochinois. » Quelques contradictions se produisirent.

M. Bui-quang-Chieu ³ a fait une déclaration dont voici à peu près le sens : « Je remercie M. Blanchard de la Brosse des paroles qu'il vient de prononcer, ainsi que les précédents orateurs qui ont apporté ici des arguments si nombreux et irréfutables ». Sans y revenir inutilement, le délégué de la Cochinchine fit remarquer que l'Indochine possède une région surpeuplée qui est sous-alimentée 365 jours par an, parce que l'agriculture est nettement insuffisante pour nourrir la population. Or, on vient de dire que permettre à cette population de faire de l'industrie serait nuire à l'industrie métropolitaine.

Se plaçant donc sur le terrain humain et social, il demande si ceux qui préconisent une telle politique en acceptent toutes les conséquences, politiques et sociales. Enfin, il se permet de rappeler qu'en ces temps de revendications coloniales véhémentes, les ennemis de la France ne sauraient manquer de tirer de telles déclarations les arguments qu'elles comportent contre la colonisation française qui consisterait à entraver l'évolution normale des pays placés sous la protection de la France, et cela dans un but égoïste, pour des intérêts mesquins de quelques industriels.

Les paroles du délégué de la Cochinchine ont produit une profonde impression.

Après échange de vues entre les diverses tendances, les deux premières questions ont été votées à l'unanimité moins une voix et la dernière a rallié l'avis que la liberté doit être le régime à appliquer en Indochine, bien entendu non pas pour faire à la France une concurrence absurde, désordonnée, anarchique, catastrophique, mais pour laisser aux initiatives privées de se produire, tout en les renseignant sur les besoins intérieurs et les demandes extérieures. Il semble bien que le troisième alinéa sera la source de laborieuses négociations, car les industriels de la Métropole veulent établir l'autorisation préalable pour installer dans la colonie une industrie nouvelle, tandis que les Indochinois estiment que cette formalité implique l'étouffement de toute initiative dans le domaine industriel. Arrivera-t-on à un accord ? Il le faudra bien.

Au Conseil supérieur de la France d'Outre-Mer
(*La Tribune indochinoise*, 21 mars 1938, p. 1)

QUESTIONS DIVERSES

Le Conseil supérieur de la France d'Outre-Mer a ouvert sa session annuelle à l'École Coloniale. M. Marius Moutet a souligné l'importance de la collaboration du Conseil supérieur, au moment où il est nécessaire de restreindre les sorties d'or et d'étudier la balance commerciale pour chaque produit, rechercher l'équilibre en intensifiant la production coloniale sur les points nécessaires. Nous devons vivre sur une économie spéciale, peut-être pas recommandable en elle-même, mais que les circonstances nous imposent.

L'INDUSTRIALISATION DES COLONIES

³ Bui-quang-Chieu : agronome, chef du parti constitutionnaliste, patron de la *Tribune indochinoise*, conseiller colonial (1926), délégué de la Cochinchine au Conseil supérieur de la France d'Outre-Mer. Père d'Henriette Bui, première femme annamite médecin.

Parmi les problèmes soumis à l'étude du Conseil supérieur, on relève l'industrialisation des colonies, la poste aérienne sans surtaxe, l'application des lois sociales et la fiscalité des sociétés coloniales. M. Marius Moutet a indiqué qu'il poursuivra ses efforts en faveur de la propagande des produits coloniaux.

Sur l'industrialisation, il a précisé que la voie de l'industrie coloniale est dans le produit semi-œuvré, dans une industrie de relai, dans une industrie de produit limité à la consommation du producteur colonial.

L'industrialisation des colonies

Au cours d'un déjeuner-débat présidé par M. Diethelm,
une conférence a été faite
par M. P.-J. Lucas
sur cet important problème
(*La Journée industrielle*, 16 décembre 1938)

Sous la présidence de M. Diethelm, directeur des affaires économiques au ministère des Colonies, un déjeuner-débat a eu lieu hier, à la Maison de la Chimie, au cours duquel M. P.-J. Lucas, conseiller du commerce extérieur, a exposé ce problème d'une actualité aiguë : « L'intensification de la production coloniale sera-t-elle une gêne pour l'industrie métropolitaine ? »

Différents orateurs sont ensuite entrés dans ce débat notamment : MM. de La Rochebrochard, secrétaire général de l'Union syndicale de l'Huilerie française ; Leneveu, directeur l'Union coloniale ; Paul Bernard, administrateur délégué de la Société financière française et coloniale ; Maquenne, secrétaire général de Grande Meunerie Industrielle ; A. Gruvel, professeur au Muséum d'histoire naturelle ; H. Longchambon, directeur du Centre national de recherche scientifique appliquée.

En conclusion, la majorité s'est prononcée sur la nécessité d'établir entre la production coloniale et la production métropolitaine un équilibre nécessaire à la prospérité de l'Empire français.

AU CENTRE POLYTECHNICIEN D'ÉTUDES ÉCONOMIQUES Synthèse de l'économie indochinoise, le problème financier

Une conférence de M. Paul Bernard
(*La Journée industrielle*, 26 février 1939)

Synthèse de l'économie indochinoise, le problème financier, tel est le sujet traité vendredi dernier par M. Paul Bernard, au Centre polytechnicien d'études économiques, sous la présidence de M. Alexandre Varenne, arien gouverneur général de l'Indochine.

Celui-ci présenta d'abord le conférencier et souligna l'importance du problème qu'il se proposait d'étudier. Il rappela que l'avenir de de l'Indochine est en Extrême-Orient et que si la France veut poursuivre et développer ses relations avec l'Extrême-Orient, et surtout avec la Chine, c'est seulement par l'intermédiaire de l'Indochine qu'elle pourra le faire. Actuellement, la menace du Japon se précise, la question de la défense de l'Indochine se pose et cette question capitale ne pourra être résolue qu'avec l'appui de tous les Indochinois. La situation économique indochinoise doit donc être suivie de très près et les efforts les plus grands apportés à son amélioration.

M. Paul Bernard, qui est l'auteur de deux remarquables ouvrages sur l'Indochine, prit alors la parole et, dans une conférence d'un très vif intérêt, pleine d'idées profondes et hardies, éclaira d'un jour nouveau les problèmes économiques indochinois.

Il montra que la cause essentielle de la misère dans certaines régions d'Indochine est la surpopulation et la mauvaise répartition de la population. Celle-ci augmente de 1,3 % par an et sa vitesse de développement croît avec les progrès de la situation sanitaire. Pour que la situation des indigènes s'améliore, il faut donc que la production s'accroisse plus vite que la population, ce qui n'est pas le cas actuellement.

Le développement de la production agricole ou industrielle en Indochine est avant tout une question de capitaux : capitaux nécessaires pour les travaux d'hydraulique agricole, pour l'exécution d'une politique de migration de la population, pour la création d'industries nouvelles, etc.

Les sources de capitaux existantes sont nettement insuffisantes : épargne presque nulle par suite de la division excessive de la propriété, budget général incapable de fournir un effort important, possibilités d'emprunts assez limitées.

Une seule solution, à son avis : le financement d'une politique de production par le recours au crédit pur, à une inflation plus ou moins déguisée, parfaitement justifiable s'il s'agit de faire des travaux rapidement productifs.

Cette solution présente évidemment des dangers que le conférencier ne se dissimule pas ; elle exige une atmosphère de confiance générale et même d'enthousiasme difficile à obtenir, mais elle lui paraît néanmoins la seule susceptible de donner les résultats cherchés.

Après la conférence de M. Paul Bernard, il y eut un intéressant échange de vues auquel prirent part, notamment, le colonel F. Bernard ⁴ et M. Dumoulin de la Barthète.

Synthèse de l'économie indochinoise,
le problème financier
(*La Journée industrielle*, 4 mars 1939)

Nous avons donné ici, le 26 février, un compte rendu de la conférence faite le 24 au Centre polytechnicien d'études économiques, par M. Paul Bernard, sur ce sujet.

Par les idées nouvelles, hardies et, il faut le dire, peu orthodoxes qu'elle contenait, cette conférence éveilla parmi son auditoire qui comprenait plusieurs personnalités coloniales, un vif intérêt et donna lieu à une discussion animée.

Il nous paraît donc intéressant de reproduire ici les passages essentiels de sa conclusion :

Nous avons donc essayé de démonter les rouages de l'économie indochinoise et de découvrir où le mécanisme grinçait. Minutieusement, nous avons examiné les pièces de ses finances une à une.

Division de la propriété poussée jusqu'à l'atomisation, politique économique tenant en suspicion les forces naissantes de l'épargne, hémorragie permanente de capitaux due à l'exode des bénéficiaires hors du pays, fiscalité démagogique et velléitaire, organisation bancaire inadéquate : telles sont les causes profondes que nous avons dégagées de la lenteur du progrès en dépit de circonstances éminemment favorables.

Nous avons essayé d'indiquer la méthode à suivre pour remonter le courant : si le recours aux emprunts extérieurs et aux excédents des budgets s'impose pour financer les œuvres de longue haleine, telles que construction de routes, de chemins de fer, par

⁴ *Fernand* Abraham Bernard (1866-1961) : administrateur délégué des Messageries fluviales de Cochinchine :

www.entreprises-coloniales.fr/inde-indochine/Fernand_Bernard-1866-1961.pdf

contre, il nous a semblé qu'une simple politique d'expansion monétaire devait permettre de couvrir les dépenses de mise en valeur rentables à court terme, telles que migrations colonisatrices, utilisation des chômeurs à des travaux d'intérêt général, efforts d'hydraulique agricole, etc.

Nous avons précisé, en effet, qu'il ne s'agissait pas, en Indochine, d'ouvrir les écluses du crédit pour ouvrir des autostrades ou fondre des canons, mais simplement pour satisfaire aux besoins d'une population qui manque de tout... Pour réaliser l'œuvre qui s'impose à nous, gardons-nous donc des idéologies verbales et ne repoussons pas les enseignements des États totalitaires, même si nos convictions et nos sympathies nous poussent à rechercher des modèles ailleurs. En arrêtant aux frontières du sens commun les expériences que leur position dogmatique les condamne à poursuivre jusqu'à l'absurde, nous avons les moyens de dresser par un seul effort interne cet édifice dont tous les matériaux sont à pied d'œuvre. Il est toutefois une condition indispensable au succès, c'est que l'expérience se développe dans une atmosphère, non de contrainte matérielle, mais d'autorité, de confiance, nous dirons presque d'enthousiasme.

Et pour créer ce climat, ce qui compte le plus, ce sont les hommes. Nos méthodes, souvent spectaculaires, ne sont généralement pas à l'échelle des problèmes posés.

Coloniser n'est pas profiter, ce n'est pas non plus soulager par une piqûre de morphine quelques souffrances ou quelques injustices trop criantes. C'est moins encore prononcer des discours, créer des offices, réunir des commissions.

Coloniser c'est avant tout créer, c'est-à-dire défricher, planter, bâtir.

Le service que l'Indochine attend de la France, c'est de permettre à ses chefs de voir grand, de prendre des risques, d'oser.

Suite :

L'Avenir économique de l'Indochine, *France-Illustration*, juin 1949.

www.entreprises-coloniales.fr/inde-indochine/Bernard-Avenir_eco_IC.pdf
